



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E'mail : communistes@sitecommunistes.org

29/03/2023

La lutte jusqu'au retrait. Ni « pause » ni « compromis »

Le 28 mars, la mobilisation a été une nouvelle fois massive. Après la journée de grève et de manifestations exceptionnelles du 23 mars, stimulée par le 49-3, une motion de censure rejetée de peu et le discours d'Emmanuel Macron.

La mobilisation de cette semaine, la dixième date nationale contre la réforme des retraites depuis janvier, a rassemblé plus de 2 millions de manifestants, elle reste supérieure aux journées des 16 février, 11 mars et 15 mars. Le bras de fer se poursuit entre les salariés, le pouvoir et le patronat. Ce 28 mars, l'intersyndicale annonce encore 450.000 manifestants à Paris, un cortège massif et combatif, la presse locale donne, 10.000 à Avignon et Saint-Nazaire, ou encore 9.000 à Pau et Orléans. Selon les syndicats, les manifestations ont réuni 30.000 personnes à Lyon, 35.000 à Clermont-Ferrand, 25.000 à Rennes, 24.000 à Brest. 25.000 à Caen, 60.000 personnes dans les rues de Nantes ...

La jeunesse s'est massivement mobilisée.

400.000 jeunes ont manifesté dans toute la France ce 28 mars. Le nombre de blocage dans les lycées reste significatif, avec 450 à 500 établissements concernés. Dans les universités, la mobilisation se poursuit dans 85 établissements du supérieur, avec des blocages et des occupations, notamment à Bordeaux, Lyon, Grenoble, Pau, Tours ou Lille...

Le Snuipp-FSU annonçait encore 30 % de grévistes chez les enseignants du primaire

Avec plus de deux mois de mobilisation, les diminutions de salaire se font ressentir. Après 23 jours de grève, la CGT FTDNEEA (filère du traitement des déchets, nettoyage, eau, égouts, assainissement) suspend la grève mais le plus grand incinérateur d'Europe est bloqué, les camions bennes ne déchargent pas leurs déchets sur place. À Marseille, la grève des éboueurs a pris fin *pour d'autres modalités d'action*, ces grèves ont montré la pénibilité de ces métiers comme pour les salariés des raffineries ou le mouvement est massif. Seules deux des sept raffineries françaises fonctionnent à l'heure actuelle. Les effets se font ressentir sur les stations service, 15 % d'entre elles manquent d'au moins un carburant et 7 % sont à sec. Chez les cheminots, le taux de grévistes était de 16,5 % selon les syndicats, avec une mobilisation plus particulièrement marquée chez les conducteurs qui étaient à 45 % en grève. Les voies de la gare de Lyon et du techni-centre ont été envahies en hommage à leur collègue, ayant perdu un œil suite à l'éclat d'une grenade de désencerclement. À la RATP, la moitié des métros et RER ne circulaient pas. Des opérations « *villes mortes* » ont été lancées dans le grand ouest bloquant les entrées stratégiques de nombreuses villes ainsi que des blocages de ronds-points ont ainsi eu lieu à Brest, Quimper ou Morlaix. Les périphériques de Rennes et Caen ont aussi été bloqués, envahissements de voies à Quimperlé ou Rennes, le dépôt de bus de Lorient a été bloqué....

Les grèves reconductibles se poursuivent dans des secteurs tels que la pétrochimie ou l'énergie.

Tous ces éléments montrent la vigueur du mouvement de masse.

Macron le craint et veut briser la mobilisation par la répression, les mesures autoritaires, les réquisitions, il cherche à briser la grève des raffineurs et ne cesse par ses provocations de démontrer son mépris pour les travailleurs, les jeunes et les retraités, tous ceux qui s'opposent à sa politique. La répression de ce week-end à Sainte-Soline en est aussi un exemple tout comme les intimidations et tentatives de licenciements dans les entreprises. Le pourcentage de personnes défavorables à la réforme des retraites proposée par le gouvernement grimpe encore : ils sont 69% à la rejeter, soit 6 points de plus qu'il y a quinze jours. Il est nécessaire d'élargir la grève, soutenir les secteurs en grèves reconductibles, développer la solidarité face à la répression policière.

Macron et son gouvernement sont sous la pression de ces puissantes mobilisations. Laurent Berger a accepté le soir même du 28 mars la proposition faite par Elisabeth Borne d'un « *entretien* » en début de semaine mercredi, soit avant la prochaine journée de mobilisation interprofessionnelle du 6 avril. Il appelle le gouvernement à une

« pause », abandonnant la revendication du retrait affirmant à l'AFP qu'il « *ira discuter des retraites* », notamment pour défendre sa « *proposition de médiation* » pour trouver un compromis. Le porte-parole du gouvernement Olivier Véran lui a rétorqué : « *Pas besoin de médiation pour parler, on peut se parler directement* », « *la loi a vocation à s'appliquer dès le mois de septembre* ». La réponse est claire, elle confirme aucun compromis n'est possible avec Macron.

L'intersyndicale recherche des portes de sorties et agite des solutions institutionnelles comme le RIP ou le Conseil constitutionnel..., une position très loin de son appel à mettre « *la France à l'arrêt* » le 7 mars. Aucun compromis n'est possible avec Macron et le capital, la seule perspective pour gagner c'est de généraliser la lutte partout. Les Français sont toujours majoritaires à soutenir les manifestations et grèves contre la réforme des retraites, à 70%. C'est 3 points de plus que les deux précédentes enquêtes réalisées les 14 et 22 mars. Six Français sur dix (61%) souhaitent que les organisations syndicales continuent d'appeler à la mobilisation (+3 points).

Pour changer fondamentalement de politique en France, pour disposer des moyens qui existent, pour répondre aux aspirations du peuple une condition est incontournable : il faut prendre les richesses créées par le travail, il faut prendre les grands moyens de production et d'échanges aux multinationales, aux grandes banques financières, il faut que les secteurs clé de l'économie et de la finance soit contrôlée et gérée par le peuple, chasser les actionnaires sans aucun compromis, en confier le contrôle et la gestion au peuple. Ce n'est que par les luttes qu'on y arrivera. La situation sociale et politique, permet d'avancer nos arguments et valide nos propositions. Ceux qui subissent et qui souffrent de la situation sont nombreux, ils se battent et sont à la recherche d'une solution. La colère s'enracine depuis des mois contre la réforme des retraites mais aussi les revendications salariales, temps de travail, du sens du travail s'expriment avec plus de force La préparation de notre Congrès se fera dans ce terreau social de lutte des classes.